



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex

tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –

E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

Compte rendu de la rencontre

SG MTES-MCTRCT /CGT FNEE

A l'occasion de sa prise de poste en tant que Secrétaire Générale du MTES-MCTRCT, Emilie Piette a donné suite à notre demande de rencontre-qui devrait en appeler d'autres.

La délégation CGT avait préalablement posé un certain nombre de sujets par écrit , parmi lesquels des points statutaires (OPA, PETPE), catégoriels (enveloppe budgétaire 2020, promotions des C en B), indemnitaires (IFSE) , managériaux (éthique professionnelle et souffrance au travail), recrutements, réorganisations et restructurations de service et d'EP, QVT et conditions de travail (augmentation du nombre de blessés dans des accidents de service), impact de la Loi de Transformation de la Fonction Publique sur les instances représentatives.

La nouvelle SG a pris note mais n'a apporté aucune réponse, préférant engager une discussion sur le type de relations qu'elle souhaitait mettre en place avec les organisations syndicales représentatives dans le ministère. Pour la délégation CGT, des réponses aux problèmes quotidiens des agents sont prioritaires et indispensables.

Ce qu'il ressort de la discussion générale qui a suivi peut se résumer par l'application d'une formule maintenant bien connue, le « en même temps ».

D'un côté, la SG se fait fort d'appliquer les décisions politiques régressives qui vont impacter les agents tout en se disant « en même temps » à l'écoute pour transmettre leur parole auprès des ministres !

Le MTES/MCTRCT a effectivement subi une diminution de ses effectifs de près de la moitié en 20 ans (1999 : 120000 agents → 2019 : 65000 agents) qui se poursuivra en 2020 (1177 suppressions de poste) et « en même temps » dans la prochaine loi de finance, le MTES est moins mal traité que le ministère des Affaires Sociales.

Pour la CGT, ce relativisme est inquiétant, quand on fait un bilan objectif de l'état du ministère. « Les suppressions d'effectifs, nous a-t-elle confié, ont bien trop souvent été réalisées au coup par coup, sans réflexion sur le devenir des métiers en lien avec les missions ». Et de continuer : « il faudra sûrement s'interroger sur les compétences métiers à venir... », sans savoir que ce travail a déjà été réalisé par sa prédécessiste. La prise en main des dossiers semble laborieuse...

Quel avenir du ministère, en 2025 ? La délégation CGT a interrogé la SG sur sa vision du ministère à horizon de 5 ans ; des services déconcentrés à l'heure où le ministère de l'Intérieur, par le bras armé que sont les préfets, fait main basse sur certains services ; des établissements publics percutés par les restructurations successives, dans lesquelles les missions ne sont pas la priorité.

Là aussi, la vision de la nouvelle SG sur la « tendance » en cours dans le ministère est en opposition avec la réalité vécue par les agents. « Pour le ministère en 2025, je vois effectivement une structuration qui se repose sur les services déconcentrés avec une nécessaire implication des territoires dans la prise de décision et sur un réseau d'Etablissements Publics qui permette la conduite des politiques publiques ».

La SG s'est aussi emparée de l'alerte que la délégation CGT lui a fait remonter concernant les pertes de sens et de compétences dans les services ou EP où des restructurations induisaient des externalisations. Selon elle, « la perte de compétence est un vrai sujet et dans le cadre où il y a externalisation, le service public doit conserver la maîtrise et donc garder la compétence. Cela pour viser à plus d'efficacité ». Et quand le service public n'a plus les moyens d'assurer la mission parce qu'on baisse ses effectifs, comment croire qu'il a les moyens de gérer la sous-traitance ?!

La délégation CGT a défendu l'idée que le principal défi auquel la nouvelle SG allait être confrontée, c'est bel et bien la défiance des personnels pour qui le message essentiel en provenance des ministres depuis 20 ans, c'est la coupe des moyens budgétaires et la suppression d'effectifs, avec la perte d'efficacité et de sens qui en découlent.

Les enjeux environnementaux, de modernisation et d'entretien des infrastructures du pays, et d'aménagement du territoire sont au cœur des attentes des citoyens, et un changement de cap doit être opéré maintenant pour y répondre.